

# Rapport explicatif de la modification de l'ordonnance du Conseil des hautes écoles pour l'accréditation dans le domaine des hautes écoles

20 mai 2020

## 1. Introduction

Conformément à l'art. 30, al. 2, de la loi du 30 septembre 2011 sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (LEHE ; RS 414.20) et l'art. 2, al. 2, let. b, ch. 1, de la convention du 26 février 2015 entre la Confédération et les cantons sur la coopération dans le domaine des hautes écoles (CCoop-HE ; RS 414.205), le Conseil des hautes écoles a précisé les conditions de l'accréditation et a adopté l'ordonnance pour l'accréditation dans le domaine des hautes écoles (Ordonnance pour l'accréditation LEHE ; RS 414.205.3) qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Depuis l'entrée en vigueur de l'ordonnance d'accréditation LEHE et jusqu'à fin 2019 inclus, le Conseil suisse d'accréditation (CSA) a accordé une accréditation au terme de 14 procédures d'accréditation institutionnelle et plus d'une douzaine d'autres procédures ont été ouvertes. Sur la base de l'expérience acquise avec l'ordonnance, l'Agence suisse d'accréditation et d'assurance qualité (AAQ) a proposé au CSA de modifier légèrement quelques points de l'ordonnance.

Lors de sa séance du 27 février 2020, le Conseil des hautes écoles a examiné les propositions de modification du CSA et a décidé de les mettre en consultation auprès des milieux intéressés.

## 2. Commentaire des articles

### Article 4 alinéa 1 phrase introductive

L'alinéa 1 définit les conditions formelles pour avoir accès à la procédure d'accréditation institutionnelle. Le CSA décide par une décision d'entrée en matière. L'examen qualitatif des conditions d'accréditation est effectué selon une procédure détaillée (auto-évaluation, évaluation externe, proposition d'accréditation de l'agence, décision du CSA).

La décision d'entrée en matière du CSA ne doit et ne peut pas servir de sélection à l'entrée dans la procédure, elle permet de confirmer le respect d'exigences formelles. Avec la formulation actuelle de l'al. 1 « lorsqu'elle remplit les conditions suivantes », la décision d'entrée en matière est toutefois assimilée à un pré-examen qualitatif. Il est donc proposé de modifier la phrase introductive de la façon suivante : « lorsqu'elle atteste de manière crédible au moyen de documents appropriés qu'elle remplit les conditions suivantes ».

### Article 4 alinéa 1 lettre g

En exigeant qu'une cohorte d'étudiants ait terminé un programme d'études, cette disposition visait à exclure les accréditations dites de concept ou les accréditations ex ante. Cette exigence peut être justifiée lors de l'admission à l'accréditation facultative de programmes, sous réserve de certaines exceptions. L'expérience a toutefois montré que, en tant que condition à l'admission à l'accréditation institutionnelle obligatoire, elle crée un cercle vicieux : l'accréditation institutionnelle ne peut pas être accordée tant qu'aucune cohorte n'a terminé le programme d'études, et sans accréditation institutionnelle, aucune cohorte ne peut de fait terminer le programme d'études. Cette exigence entrave de manière injustifiée l'accès à la procédure d'accréditation pour les nouveaux établissements d'enseignement supérieur.

Pour les raisons susmentionnées, cette condition devrait être supprimée. Le fait de supprimer cette condition permet néanmoins, grâce aux autres conditions, notamment les let. d, f et h, en lien avec l'art. 30 LEHE, d'exclure les accréditations purement conceptuelles.

### Article 5 alinéa 3

Cet alinéa règle une des conditions à l'admission à la procédure d'accréditation de programmes : seuls les programmes qui ont été terminés par au moins une cohorte d'étudiants sont admis à la procédure.

Si cette règle restrictive est justifiée dans le cas de l'accréditation de programmes facultative, elle a néanmoins des répercussions non désirées sur les accréditations de programmes en lien avec l'exercice de certaines professions réglementées. Les diplômés des filières d'études en médecine humaine, médecine dentaire, médecine vétérinaire, en pharmacie et en chiropratique (loi sur les professions médicales, LPMéd) sont autorisés à passer l'examen fédéral uniquement si la filière d'études qu'ils ont achevée est accréditée. Les diplômés des nouvelles formations se voient donc refuser, au moins pendant un certain temps, la possibilité d'exercer des professions médicales universitaires. Pour les diplômés d'une formation dans le domaine de la santé (loi fédérale sur les professions de la santé, LPSan), l'exercice de la profession est également lié à l'accréditation des filières d'études. Il faut donc prévoir une exception pour ces programmes d'études et permettre l'admission à la procédure d'accréditation de programmes sans vérification des conditions visées à l'al. 1, let. b. Toutefois, la condition d'admission prévue à l'art. 5, al. 1, let. a, selon laquelle la haute école ou l'autre institution du domaine des hautes écoles doit être institutionnellement accrédité selon la LEHE, s'applique également à ces filières d'études (cf. également la disposition transitoire de l'article 24).

#### **Article 9 alinéa 7**

Dans le cadre du plurilinguisme suisse, la question de la détermination de la langue de la procédure se pose souvent tant pour les institutions privées que pour les agences d'accréditation étrangères actives en Suisse. Pour clarifier cet aspect, les dispositions générales relatives à la procédure d'accréditation (art. 9) sont complétées d'un al. 7 qui règle le choix de la langue de la procédure. L'art. 33a, al. 1, de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (PA ; RS 172.021) prévoit que la procédure est conduite dans l'une des quatre langues officielles. Selon l'art. 33a, al. 3, PA, il est possible de renoncer à exiger la traduction dans une langue officielle de pièces produites par une partie. Cette possibilité devrait être prévue expressément dans la procédure d'accréditation pour les documents produits en anglais. La procédure elle-même doit toutefois être conduite dans une langue officielle et la décision d'accréditation rédigée dans une langue officielle.

#### **Article 13 alinéa 4 lettre c**

Dans le cadre de l'accréditation de programmes, l'ordonnance actuelle prévoit que le groupe d'experts se compose d'au moins trois personnes.

Pour l'accréditation des formations aboutissant à des professions médicales universitaires et à des professions de la santé, les groupes d'experts se composent de quatre personnes. Afin d'être en accord avec les exigences dans ces domaines, il est proposé d'adapter l'ordonnance d'accréditation en augmentant à quatre le nombre d'experts.

#### **Article 15a Contrôle de la réalisation des conditions**

Les premiers examens de la réalisation des conditions ont mis en évidence qu'il est nécessaire d'optimiser l'ordonnance d'accréditation quant aux modalités et à la procédure de cet examen. Le nouvel art. 15a et une adaptation à l'art. 18 doivent permettre de remédier à ce manque.

Après que la haute école ou l'autre institution du domaine des hautes écoles a remis au CSA dans les délais le rapport sur la réalisation des conditions, le CSA le transmet à l'agence pour examen. L'agence d'accréditation procède à l'examen de la réalisation des conditions conformément à l'al. 2, elle consigne ses conclusions dans un rapport qu'elle soumet pour prise de position à la haute école ou à l'autre institution du domaine des hautes écoles (al. 3). L'agence soumet au CSA son rapport ainsi que la documentation et la prise de position de la haute école ou de l'autre institution du domaine des hautes écoles pour décision (al. 4). Le CSA constate si les conditions sont remplies (al. 5). Si les conditions ne sont pas remplies ou ne le sont que partiellement, le CSA peut prendre conformément à l'al. 6 les mesures selon l'art. 64, al. 1 et 2, LEHE : demander la réalisation des conditions, poser de nouvelles conditions ou retirer l'accréditation.

#### **Article 18**

Les possibles conséquences de la non-réalisation des conditions fixées par la décision d'accréditation ont été biffées à l'art. 18 car elles figurent désormais à l'art. 15a, al. 6.

#### **Entrée en vigueur**

Le Conseil des hautes écoles prévoit de mettre en vigueur les modifications le 1<sup>er</sup> janvier 2021.